

# Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Hyacinthe

Code géographique : 54048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Tardif, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Saint-Hyacinthe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2019-05-13

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 13, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.  
Saint-Hyacinthe

| CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2019-05-13

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	72 608 759	77 009 619	72 834 132
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 594 386	7 007 368	6 538 525
Quotes-parts	3	4 971 349	415 391	
Transferts	4	11 343 224	59 409 756	4 681 184
Services rendus	5	13 308 134	12 642 893	9 265 789
Imposition de droits	6	3 425 000	5 096 903	3 512 436
Amendes et pénalités	7	2 050 000	1 671 157	1 863 703
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	555 765	809 578	622 762
Autres revenus	10	784 620	1 795 620	2 483 559
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	115 641 237	165 858 285	101 802 090
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	9 831 664	9 494 356	8 954 534
Sécurité publique	15	15 627 516	16 556 313	16 461 608
Transport	16	11 745 993	18 881 356	16 452 149
Hygiène du milieu	17	20 117 150	24 864 817	21 927 505
Santé et bien-être	18	571 000	381 930	1 760 140
Aménagement, urbanisme et développement	19	6 698 889	5 492 273	5 063 618
Loisirs et culture	20	14 915 187	18 647 566	18 299 897
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 348 700	4 071 956	3 030 245
Effet net des opérations de restructuration	23			667 630
	24	84 856 099	98 390 567	92 617 326
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	30 785 138	67 467 718	9 184 764
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		346 008 131	336 452 318
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		10 754 596	11 125 645
Solde redressé	28		356 762 727	347 577 963
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		424 230 445	356 762 727

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 043 909	14 258 206
Débiteurs (note 5)	2	86 581 389	34 695 927
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	233	238
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	3 863 000	2 355 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>102 488 531</b>	<b>51 309 371</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	29 713 961	46 040 536
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	23 509 882	23 021 045
Revenus reportés (note 12)	12	509 587	352 656
Dette à long terme (note 13)	13	129 696 813	105 655 939
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>183 430 243</b>	<b>175 070 176</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(80 941 712)</b>	<b>(123 760 805)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	500 097 043	475 284 609
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 421 004	4 541 773
Stocks de fournitures	19	511 382	554 927
Autres actifs non financiers (note 17)	20	142 728	142 223
	21	<b>505 172 157</b>	<b>480 523 532</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>424 230 445</b>	<b>356 762 727</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	30 785 138	67 467 718	9 184 764
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	28 026 088 ) (	44 875 958 ) (	75 403 711 )
Produit de cession	3	30 000	109 759	10 100
Amortissement	4	17 721 016	19 923 954	18 087 185
(Gain) perte sur cession	5		29 811	198 078
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(10 275 072)	(24 812 434)	(57 108 348)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		120 769	(29 575)
Variation des stocks de fournitures	9		43 545	9 425
Variation des autres actifs non financiers	10		(505)	(8 951)
	11		163 809	(29 101)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	20 510 066	42 819 093	(47 952 685)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(134 515 401)	(86 933 765)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		10 754 596	11 125 645
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(123 760 805)	(75 808 120)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(80 941 712)	(123 760 805)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	67 467 718	9 184 764
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	19 923 954	18 087 185
Autres			
- Gain sur cession	3	29 811	12 851
-	4		185 227
	5	87 421 483	27 470 027
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(51 885 462)	(7 812 434)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 326 282)	(1 310 399)
Revenus reportés	9	156 931	(73 556)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 508 000)	(1 326 000)
Propriétés destinées à la revente	11	120 769	(29 575)
Stocks de fournitures	12	43 545	9 425
Autres actifs non financiers	13	(505)	(8 951)
	14	29 022 479	16 918 537
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 39 060 839 )	( 68 992 711 )
Produit de cession	16	109 759	10 100
	17	(38 951 080)	(68 982 611)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21	5	(21)
	22	5	(21)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	33 562 281	42 736 311
Remboursement de la dette à long terme	24	( 9 357 681 )	( 6 538 311 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(16 326 575)	1 201 788
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(163 726)	(507 379)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 714 299	36 892 409
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(2 214 297)	(15 171 686)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 258 206	18 304 247
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		11 125 645
Solde redressé	33	14 258 206	29 429 892
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	12 043 909	14 258 206

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Hyacinthe est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

L'actuelle Ville de Saint-Hyacinthe date du 1er janvier 2002. En vertu du décret 1480-2001 du gouvernement du Québec du 27 décembre 2001, la Ville est issue du regroupement de cinq municipalités de la banlieue immédiate : la Ville et la Paroisse de Sainte-Rosalie, Saint-Thomas-d'Aquin, la Paroisse Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe et la Paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la ville, lesquels sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page 13.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable de la ville comprend l'organisme périmunicipal suivant:

- la Régie inter municipale d'Acton et des Maskoutains 54.29%

##### a) Périmètre comptable

s.o.

##### b) Partenariats

s.o.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté des Maskoutains relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'autres revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

### C) Actifs

s.o.

#### a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

#### b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.**

##### *Stocks*

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Ces stocks sont comptabilisés au coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

##### *Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Machineries, outillages et équipements divers	10 à 20 ans
Ameublements et équipements de bureau	5 à 10 ans
Améliorations locatives	15 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

*Réduction de valeur*

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

## **D) Passifs**

### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais reportés liés à la dette à long terme sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

### **Passif au titre des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

## **E) Revenus**

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante: valeur liée au marché - 5 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Le solde net du coût des services passés résultant de la modification effectuée au Régime en 2011 avait été affecté au poste "Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir" pour fins de taxation.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA au 31 décembre 2008, soit 15 ans ou jusqu'en 2023;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**H) Instruments financiers**

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****I) Autres éléments****Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

**Actifs non financiers**

La Ville comptabilise les immobilisations et les autres actifs non financiers à titre d'actifs étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

Dans les autres actifs non financiers, les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Fonds réservés**

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

**Trésorerie et équivalents**

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds de caisse, des soldes bancaires et des placements dans des marchés monétaires.

**3. Modification de méthodes comptables****Apparentés**

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP2200, "Information relative aux apparentés", et SP3420, "Opérations interentités", du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la ville.

**Actifs, actifs éventuels et droit contractuels**

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP3210, "Actifs", SP3320, "Actifs éventuels" et SP3380, "Droit contractuels", du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la ville. L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 12 043 909	14 258 206
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 12 043 909</b>	<b>14 258 206</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 397 926	246 425
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 3 634 890	3 377 511
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 57 102 166	16 062 813
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 18 599 602	6 938 914
Organismes municipaux	15 1 476 203	1 548 223
Autres		
- Amendes, mutation, autres	16 5 768 528	6 768 466
-	17	
	<b>18 86 581 389</b>	<b>34 695 927</b>
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 42 032 720	11 225 237
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	<b>22 42 032 720</b>	<b>11 225 237</b>
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 151 814	1 154 753
<b>Note</b>		
Au 31 décembre, la valeur comptable brute des débiteurs dépréciés totalise 1 977 372\$ (2 092 742\$ au 31 décembre 2017). Ces débiteurs sont présentés aux états financiers déduction faite d'une provision pour dépréciation de 1 151 814\$ (1 154 753\$ au 31 décembre 2017).		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>6. Prêts</b>	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
<b>Note</b>	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	233	238
Autres placements	31		
	32	233	238
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	3 863 000	2 355 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>3 863 000</u>	<u>2 355 000</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 478 000	1 640 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	8 169	6 468
Autres régimes (REER et autres)	41	81 396	72 166
Régimes de retraite des élus municipaux	42	92 049	89 630
	43	<u>1 659 614</u>	<u>1 808 264</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

---

46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**2018****2017****10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts temporaires pour des charges relatives à certains règlements d'emprunt pour un montant maximum autorisé de 183 336 700\$. Ces emprunts temporaires seront remboursés lors des financements permanents des règlements touchés et portent intérêt au taux préférentiel (3.95% au 31 décembre 2018 ; 3.20% au 31 décembre 2017) moins 1%. Au 31 décembre 2018, ces emprunts temporaires s'élèvent à 29 713 961\$ et se détaillent comme suit:

No Règl.	Description	Emprunt total approuvé	Emprunt tempo. au 31/12/2018
412	Rue Bérard	1 429 000\$	0\$
413	Biométhanisation	76 254 000\$	7 256 781\$
436	Rue Scott	613 000\$	246 100\$
455	TECQ 2014	3 416 000\$	0\$
456	Avenue Jose-Maria Rosell	1 407 000\$	0\$
458	Travaux boul. Laframboise	1 515 000\$	0\$
462	PB 2014	697 500\$	0\$
474	Centre Communautaire St-Joseph	2 250 000\$	0\$
475	TECQ 2015	3 200 000\$	0\$
477	Marché centre	5 000 000\$	1 613 500\$
479	Travaux boul. Laurier	3 770 000\$	1 696 980\$
486	PB 2015	415 000\$	0\$
487	Camion échelle	1 300 000\$	0\$
502	TECQ 2016	3 244 000\$	0\$
505	Mise à niveau -Parc La Providence	900 000\$	0\$
507	Patinoires permanentes	320 000\$	320 000\$
510	PB 2016	748 000\$	0\$
514	OMH	1 050 000\$	800 000\$
515	Travaux rang Petits étangs	1 726 400\$	\$
518	Domaine Laliberté	3 150 000\$	1 973 000\$
529	TECQ 2017	3 417 000\$	0\$
531	Usine de filtration	15 500 000\$	9 653 100\$
533	Stationnement Les Salines	1 300 000\$	0\$
534	PB 2017	490 000\$	0\$
539	Acquisition du 2175 Girouard Ouest	9 700 000\$	\$
540	Tunnel CN	32 000 000\$	2 296 100\$
552	TECQ 2018	3 408 600\$	0\$
553	Égoût St-Pierre	1 266 200\$	1 266 200\$
556	RPTB 2018	3 850 000\$	2 592 200\$
Total		183 336 700\$	29 713 961\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	10 064 485	10 850 239
Salaires et avantages sociaux	48	1 626 656	1 729 811
Dépôts et retenues de garantie	49	5 157 679	7 158 256
Provision pour contestations d'évaluation	50	54 594	35 156
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres	53	149 431	190 392
- Gouv. Québec	54	483 097	473 731
- Organismes municipaux	55	5 060 255	1 877 402
- Gouv. Canada	56	123	472
- Intérêts courus	57	913 562	705 586
	58	23 509 882	23 021 045

**Note**

Le montant des crédoiteurs relatifs, incluant les retenues, aux immobilisations représente 5 815 119\$ (6 411 000\$ au 31 décembre 2017).

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	67 186	69 365
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	397 926	248 353
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	44 475	34 938
-	69		
-	70		
-	71		
	72	509 587	352 656

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

							<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>13. Dette à long terme</b>	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>					
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	3,50	2019	2038	73		130 735 800	105 282 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres			2019	2019	80		100 000	1 349 000
					81		130 835 800	106 631 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					82		( 1 138 987 )	( 975 261 )
					83		129 696 813	105 655 939

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>					<b>Total 2018</b>	
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>					
2019	84	92	15 711 300	100		109	100 000	117	15 811 300
2020	85	93	15 304 100	101		110		118	15 304 100
2021	86	94	16 546 700	102		111		119	16 546 700
2022	87	95	24 056 700	103		112		120	24 056 700
2023	88	96	16 235 000	104		113		121	16 235 000
2024 et +	89	97	42 882 000	105		114		122	42 882 000
	90	98	130 735 800	106		115	100 000	123	130 835 800
Intérêts et frais accessoires				107	( )			124	( )
	91	99	130 735 800	108		116	100 000	125	130 835 800

**Note**

				<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>					
Revenant à (à la charge de)					
L'organisme municipal			126	(80 941 712)	(83 355 381)
Tiers					
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127	( )	( 25 442 976 )
Autres			128	( )	( 14 962 448 )
			129	(80 941 712)	(123 760 805)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	100 493 615	158	1 859 634	185	14 584	212	102 338 665
Eaux usées	131	219 698 589	159	4 622 739	186		213	224 321 328
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	170 135 140	160	5 668 113	187		214	175 803 253
Autres	133	32 458 188	161	3 632 887	188	2 259	215	36 088 816
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	114 222 537	163	40 478 253	190		217	154 700 790
Améliorations locatives	136	3 787 210	164		191		218	3 787 210
Véhicules	137	10 164 028	165	701 712	192	390 423	219	10 475 317
Ameublement et équipement de bureau	138	10 530 369	166	3 122 148	193		220	13 652 517
Machinerie, outillage et équipement divers	139	32 647 328	167	1 206 130	194	268 100	221	33 585 358
Terrains	140	21 799 429	168	2 309 474	195	3 758	222	24 105 145
Autres	141	251 707	169		196		223	251 707
	142	<u>716 188 140</u>	170	<u>63 601 090</u>	197	<u>679 124</u>	224	<u>779 110 106</u>
Immobilisations en cours	143	<u>49 276 476</u>	171	<u>(18 725 132)</u>	198		225	<u>30 551 344</u>
	144	<u>765 464 616</u>	172	<u>44 875 958</u>	199	<u>679 124</u>	226	<u>809 661 450</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	49 148 517	173	2 558 215	200	6 806	227	51 699 926
Eaux usées	146	75 900 780	174	5 439 566	201		228	81 340 346
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	94 384 440	175	4 900 390	202		229	99 284 830
Autres	148	10 236 427	176	1 313 782	203	2 123	230	11 548 086
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	30 217 757	178	2 932 296	205		232	33 150 053
Améliorations locatives	151	663 231	179	189 361	206		233	852 592
Véhicules	152	4 847 954	180	555 782	207	372 662	234	5 031 074
Ameublement et équipement de bureau	153	9 498 768	181	431 246	208		235	9 930 014
Machinerie, outillage et équipement divers	154	15 030 426	182	1 603 316	209	157 963	236	16 475 779
Autres	155	251 707	183		210		237	251 707
	156	<u>290 180 007</u>	184	<u>19 923 954</u>	211	<u>539 554</u>	238	<u>309 564 407</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>475 284 609</u>					239	<u>500 097 043</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	4 421 004	4 541 773
Autres	252		
	253	4 421 004	4 541 773
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 421 004	4 541 773
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
-	256	142 728	142 223
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	142 728	142 223
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles renouvelables et non résiliables, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 84 494 131 \$. Les montants qui seront versés au cours des cinq prochains exercices sont estimés comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023
Déneigement	1 413 830 \$	1 153 797 \$	958 219 \$	648 829 \$	314 842 \$
Produits chimiques	974 251	707 903	257 328		
Subvention	4 396 077	4 338 554	4 072 450	3 529 501	1 411 082
Autres	12 213 811	8 668 543	5 230 187	3 404 312	385 237
Quote-part - OMH	371 000	0	0	0	
Immobilisations en cours (commandes)	30 044 378 \$				
<b>Total</b>	<b>49 413 347 \$</b>	<b>14 868 797 \$</b>	<b>10 518 184 \$</b>	<b>7 582 642 \$</b>	<b>2 111 161 \$</b>

Les obligations contractuelles - Autres consistent en des contrats de constructions et d'installations de biens corporels ainsi que des frais de gestion versés à des organismes.

De plus, la Ville s'est engagée à combler chaque année 10 % du déficit d'opérations de l'Office municipal d'habitation de Saint-Hyacinthe. En 2019, le montant s'élèvera à 371 000 \$.

Enfin, le montant des règlements d'emprunt autorisé pour le financement des immobilisations et des charges de fonctionnement ou le refinancement de la dette à long terme n'ayant pas encore fait l'objet de l'émission d'un billet ou d'une obligation s'élève à 183 336 700 \$.

La ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté au montant de 493 200 \$. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la ville s'élève à 281 264 \$.

**Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains**

La Régie s'est engagée en vertu d'un contrat de location d'un local à verser une somme minimum de 25 830\$. Ce contrat vient à échéance en décembre 2020. Les paiements minimums exigibles pour le prochain exercice s'élèvent à 12 915\$ pour 2019 et 2020, dont la quote-part de la Ville est de 54.29%.

De plus, la Régie s'est engagée auprès de contrats régionalisés de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestiques, échéant de 2019 à 2022, à verser une somme de 15 517 874\$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 193 461\$ en 2019, à 6 773 511\$ en 2020 et à 775 451\$ en 2021 et en 2022, dont la quote-part de la Ville est de 54.29%.

**19. Droits contractuels**

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes date jusqu'en 2024, prévoyant la perception de loyers totalisant 2 068 206 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 448 671 \$ en 2019, 327 208 \$ en 2020, 329 786 \$ en 2021, 322 946 \$ en 2022 et 325 185 \$ en 2023.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**20. Passifs éventuels****a) Cautionnement et garantie**

La Ville a cautionné des emprunts contractés par la Cité de la biotechnologie agroalimentaire, vétérinaire et agroenvironnementale (2003), organisme dans lequel la Ville a deux membres au conseil d'administration. Au 31 décembre 2018, le montant total autorisé représente une somme de 17 160 000 \$ et se résume comme suit:

- un premier contrat de crédit d'un montant maximal de 5 060 000 \$;
- un second contrat de crédit d'un montant maximal de 5 000 000 \$;
- un troisième contrat de crédit d'un montant maximal de 1 100 000 \$;
- un quatrième contrat de crédit d'un montant maximal de 2 000 000 \$;
- un dernier contrat de crédit d'un montant maximal de 4 000 000 \$.

Au 31 décembre 2018, le solde de ces emprunts totalise 12 826 598.

La Ville détient un surplus accumulé affecté au montant de 1 500 000 \$ pour couvrir ces cautions.

La Ville a également cautionné un emprunt contracté par le Centre de développement pharmaceutique de Saint-Hyacinthe pour un montant maximum de 10 000 000 \$ correspondant à 80 % du montant total autorisé.

Au 31 décembre 2018, le solde de cet emprunt cautionné par la Ville totalise 10 000 000\$.

La Ville s'est engagé dans une lettre de garantie financière de 3 000 000\$, auprès de la Banque Royale, pour le Ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles.

La Ville se porte également garante auprès de la Banque Royale du Canada pour un montant de 2 500 000\$ pour un prêt à terme rotatif consenti à la compagnie 9343-0114 Québec inc. pour l'exploitation du Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe.

**b) Auto-assurance**

La Ville pratique l'auto-assurance en responsabilité civile pour un maximum de 1 million de dollars par événement.

Au 31 décembre 2018, le solde de la réserve d'auto-assurance paraissant à l'excédent accumulé s'élève à 900 000 \$.

**c) Poursuites****Ville de Saint-Hyacinthe**

Actuellement, des poursuites ont été intentées contre la Ville ces dernières années pour un montant total de 632 292\$. La Ville nie toute responsabilité quant à ces réclamations. Aucune charge n'a été comptabilisée dans le rapport financier. Tout paiement pouvant résulter de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours et la Ville pourra utiliser les ressources financières prévues à cette fin en utilisant la réserve d'auto-assurance si applicable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**d) Autres****Risque environnementaux**

Dans le cadre de sa gestion des risques environnementaux, la ville a déterminé des pertes environnementales futures possibles, lesquelles pourraient résulter en des coûts relatifs à la réhabilitation de certains terrains. Ces coûts ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable et dépendent notamment de l'utilisation future de ces terrains et de l'évolution des normes environnementales. Aucun montant n'est comptabilisé dans les présents états financiers relativement à ces pertes environnementales possibles. La Ville s'est doté d'une assurance couvrant les attentes à l'environnement pour un montant de 5.0m\$.

**21. Actifs éventuels**

s.o.

**22. Redressement aux exercices antérieurs****22. Redressement aux exercices antérieurs**

Certains aspects de la norme SP34-10- Paiements de transfert, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétation diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec.

Dans les états financiers des exercices antérieurs, la Ville a été appliqué la note d'information émise le 6 novembre 2013 par le MAMOT et a constaté les revenus de transferts et les transferts à recevoir dans le cas des transferts pluriannuels seulement lorsque les crédits sont votés par l'Assemblée nationale.

En 2018, la Ville a redressé son état financier en matière de comptabilisation des versements pluriannuels à recevoir du gouvernement du Québec afin de constater les revenus de transferts à recevoir dès que les conditions du programme d'aide aux immobilisations sont remplies.

	2018 \$	2017 \$
	Augmentation (diminution)	Augmentation (diminution)
<b>État consolidé de la situation financière</b>		
Transferts à recevoir	53 345 422\$	10 754 596\$
Dette nette	(42 590 826\$)	371 049\$
Excédent accumulé	10 754 596\$	11 125 645\$
<b>État consolidé des résultats</b>		
Revenus		
Fonctionnement - Transferts du gouvernement du Québec	0\$	(14 138\$)
Investissement - Transferts du gouvernement du Québec	42 590 826\$	(356 911\$)
Excédent de l'exercice	42 590 826\$	(371 049\$)

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

**24. Instruments financiers**

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	72 814 748	72 608 759	76 218 368			76 218 368
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 538 525	6 594 386	7 007 368			7 007 368
Quotes-parts	3					4 800 968	4 800 968
Transferts	4	2 708 577	2 585 439	1 629 769			1 629 769
Services rendus	5	11 386 348	13 308 134	12 642 893			12 642 893
Imposition de droits	6	3 512 436	3 425 000	5 096 903			5 096 903
Amendes et pénalités	7	1 863 703	2 050 000	1 671 157			1 671 157
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	607 346	553 050	792 280		17 298	809 578
Autres revenus	10	398 631	776 476	1 380 988		18 337	1 399 325
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	99 830 314	101 901 244	106 439 726		4 836 603	106 890 752
<b>Investissement</b>							
Taxes	13	19 384		791 251			791 251
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 707 756	8 757 785	57 779 987			57 779 987
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 366 645					
Autres	18	865 424		396 295			396 295
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	3 959 209	8 757 785	58 967 533			58 967 533
	21	103 789 523	110 659 029	165 407 259		4 836 603	165 858 285
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	8 686 137	9 831 664	9 231 201	263 155		9 494 356
Sécurité publique	23	15 796 259	15 627 516	15 905 539	650 774		16 556 313
Transport	24	12 457 946	11 745 993	13 247 459	5 633 897		18 881 356
Hygiène du milieu	25	13 563 194	15 058 721	15 115 896	9 268 409	4 866 089	24 864 817
Santé et bien-être	26	1 760 140	571 000	381 930			381 930
Aménagement, urbanisme et développement	27	4 497 399	6 698 889	4 888 202	604 071		5 492 273
Loisirs et culture	28	15 160 611	14 915 187	15 147 934	3 499 632		18 647 566
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	3 030 245	5 348 700	4 071 956			4 071 956
Effet net des opérations de restructuration	31	667 630					
Amortissement des immobilisations	32	18 058 357	17 717 000	19 919 938	( 19 919 938 )		
	33	93 677 918	97 514 670	97 910 055		4 866 089	98 390 567
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	10 111 605	13 144 359	67 497 204		(29 486)	67 467 718

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>	<u>Budget 2018</u>	<u>Réalisations 2018</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	10 111 605	13 144 359	67 497 204	(29 486)	67 467 718
Moins: revenus d'investissement	2	( 3 959 209 )	( 8 757 785 )	( 58 967 533 )	( )	( 58 967 533 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	6 152 396	4 386 574	8 529 671	(29 486)	8 500 185
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	18 058 357	17 717 000	19 919 938	4 016	19 923 954
Produit de cession	5	10 100	30 000	109 759		109 759
(Gain) perte sur cession	6	12 851		29 811		29 811
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	18 081 308	17 747 000	20 059 508	4 016	20 063 524
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	(15 347)		120 769		120 769
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	(15 347)		120 769		120 769
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(21)		6		6
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	(21)		6		6
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 459 018	957 150	222 039		222 039
Remboursement de la dette à long terme	17	( 6 292 282 )	( 7 639 559 )	( 6 627 849 )	( )	( 6 627 849 )
	18	(4 833 264)	(6 682 409)	(6 405 810)		(6 405 810)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 1 426 506 )	( 10 419 961 )	( 16 368 137 )	( )	( 16 368 137 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	103 701		77 564	14 930	92 494
Excédent de fonctionnement affecté	21	400 831	284 438	(624 707)	98 265	(526 442)
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 556 056)	(3 580 956)	(3 013 858)		(3 013 858)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(13 197 855)	(1 156 586)	(754 625)		(754 625)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(17 675 885)	(14 873 065)	(20 683 763)	113 195	(20 570 568)
	26	(4 443 209)	(3 808 474)	(6 909 290)	117 211	(6 792 079)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	1 709 187	578 100	1 620 381	87 725	1 708 106

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	3 959 209	58 967 533			58 967 533
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 170 843 )	( 160 719 )	( )	( )	( 160 719 )
Sécurité publique	3	( 155 056 )	( 143 071 )	( )	( )	( 143 071 )
Transport	4	( 10 620 458 )	( 12 357 891 )	( )	( )	( 12 357 891 )
Hygiène du milieu	5	( 19 316 153 )	( 22 514 177 )	( )	( )	( 22 514 177 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 32 098 787 )	( 4 156 240 )	( )	( )	( 4 156 240 )
Loisirs et culture	8	( 12 997 035 )	( 5 543 860 )	( )	( )	( 5 543 860 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 75 358 332 )	( 44 875 958 )	( )	( )	( 44 875 958 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 14 228 )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	43 137 135	33 104 525			33 104 525
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	1 426 506	16 368 137			16 368 137
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	5 018				
Excédent de fonctionnement affecté	16	872 953				
Réserves financières et fonds réservés	17	4 500 000	4 212 857			4 212 857
	18	6 804 477	20 580 994			20 580 994
	19	(25 430 948)	8 809 561			8 809 561
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(21 471 739)	67 777 094			67 777 094

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 476 481	11 372 990	670 919	12 043 909
Débiteurs (note 5)	2	34 842 534	86 638 027	462 442	86 581 389
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	238	233		233
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	2 355 000	3 863 000		3 863 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	50 674 253	101 874 250	1 133 361	102 488 531
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	46 040 536	29 713 961		29 713 961
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	23 115 561	23 598 975	429 987	23 509 882
Revenus reportés (note 12)	12	352 656	509 587		509 587
Dette à long terme (note 13)	13	105 655 939	129 696 813		129 696 813
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	175 164 692	183 519 336	429 987	183 430 243
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(124 490 439)	(81 645 086)	703 374	(80 941 712)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	475 232 413	500 048 862	48 181	500 097 043
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 541 773	4 421 004		4 421 004
Stocks de fournitures	19	554 927	511 382		511 382
Autres actifs non financiers (note 17)	20	133 758	133 474	9 254	142 728
	21	480 462 871	505 114 722	57 435	505 172 157
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 891 248	1 936 066	100 694	2 036 760
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 658 447	2 781 154	611 934	3 393 088
Réserves financières et fonds réservés	24	4 445 502	4 274 821		4 274 821
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 14 783 928 )	( 6 867 638 )		( 6 867 638 )
Financement des investissements en cours	26	(23 357 714)	2 969 762		2 969 762
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	386 118 877	418 375 471	48 181	418 423 652
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	355 972 432	423 469 636	760 809	424 230 445

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	18 491 400	18 636 107	18 840 329	18 546 612
<b>Charges sociales</b>	2	5 241 371	4 572 646	4 616 477	4 463 375
<b>Biens et services</b>	3	34 205 288	34 928 190	35 156 063	31 805 155
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	2 302 074	1 971 982	1 971 982	914 642
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec	5				
et ses entreprises	6	1 219 202	1 129 483	1 129 483	803 130
D'autres tiers	7	402 540	372 136	372 136	387 226
Autres frais de financement	8	1 424 884	598 355	598 355	925 247
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	8 973 722	9 185 006	9 185 006	9 867 192
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	5 580 589	5 656 770	5 657 340	5 599 241
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	17 717 000	19 919 938	19 923 954	18 087 185
<b>Autres</b>					
- Autres	15	1 956 600	939 442	939 442	550 691
-	16				667 630
-	17				
	18	97 514 670	97 910 055	98 390 567	92 617 326

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

**Charges**

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

## Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

**Excédent (déficit) de l'exercice**

17

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	(                    ) (                    )
	22	
Autres	23	
	24	

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**

32

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 036 760	1 990 077
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 393 088	2 297 718
Réserves financières et fonds réservés	3	4 274 821	4 445 502
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	6 867 638 ) (	14 783 928 )
Financement des investissements en cours	5	2 969 762	(23 357 714)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	418 423 652	386 171 072
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	424 230 445	356 762 727
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	1 936 066	1 891 248
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	100 694	98 829
	11	2 036 760	1 990 077
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Ex Ville Sainte-Rosalie	12	8 447	8 447
- Terrains industriels	13	824 707	
- Signalisation dynamique	14	150 000	150 000
- Couvrir caution Cité Biotechno	15	1 500 000	1 500 000
- Progr.façades commerciales	16	298 000	
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	2 781 154	1 658 447
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Régie - Écocentres	22	466 959	499 866
- CSQ, PRVIS, Budget 2019	23	144 975	139 405
-	24		
	25	611 934	639 271
	26	3 393 088	2 297 718
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
- Auto-assurances	27	900 000	900 000
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	900 000	900 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 008 636	1 009 644
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	127 146	98 828
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Financement des act.fonctionne	45	2 239 039	2 437 030
-	46		
	47	3 374 821	3 545 502
	48	4 274 821	4 445 502

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 144 000 )	( 192 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( 2 047 125 )	( 2 472 750 )
Autres	52 ( 1 690 000 )	( 1 971 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 3 881 125 )	( 4 635 750 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( 6 837 374 )
Autres	58 ( )	( )
-	59 ( )	( )
	60 ( 3 881 125 )	( 11 473 124 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres	72 ( 2 986 513 )	( 3 310 804 )
- Transfert	73 ( )	( )
	74 ( 2 986 513 )	( 3 310 804 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 6 867 638 )	( 14 783 928 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	12 167 878	12 069 849
Investissements à financer	83 (	9 198 116 ) (	35 427 563 )
	84	2 969 762	(23 357 714)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	500 097 043	475 284 609
Propriétés destinées à la revente	86	4 421 004	4 541 773
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	233	238
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	504 518 280	479 826 620
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	504 518 280	479 826 620
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	129 696 813 ) (	105 655 939 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	1 138 987 ) (	975 261 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	42 032 720	11 225 237
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 708 452	1 750 415
	98 (	86 094 628 ) (	93 655 548 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	86 094 628 ) (	93 655 548 )
	101	418 423 652	386 171 072

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 355 000	1 029 000
Charge de l'exercice	4 ( 1 478 000 )	( 1 640 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 986 000	2 966 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>3 863 000</u>	<u>2 355 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 68 410 000	60 942 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>68 410 000</u> )	( <u>60 942 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>3 863 000</u>	<u>2 355 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 3 863 000	2 355 000
Provision pour moins-value	12 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>3 863 000</u>	<u>2 355 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 68 410 000	60 942 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>68 410 000</u> )	( <u>60 942 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 401 000	2 342 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>2 401 000</u>	<u>2 342 000</u>
Cotisations salariales des employés	20 2 401 000	2 342 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ( 1 205 000 )	( 1 183 000 )
	22 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
	23 1 196 000	1 159 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 335 000	391 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 531 000</u>	<u>1 550 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 3 478 000	3 290 000
Rendement espéré des actifs	33 ( <u>3 531 000</u> )	( <u>3 200 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 ( <u>53 000</u> )	<u>90 000</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 478 000</u>	<u>1 640 000</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 6 547 000	4 854 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 531 000 )	( 3 200 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 3 016 000	1 654 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (4 859 000)	(879 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 3 270 000	3 249 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 65 544 000	63 711 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 496 000	3 181 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

**Description des régimes et autres renseignements**

La Régie inter municipale d'Acton et des Maskoutains participe à un régime de retraite à cotisation déterminée dans lequel les cotisations des employés sont fixées à 1% de leur salaire annuel et les cotisations de l'employeur équivalent à 5% du salaire annuel des employés.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	6 468
	<b>8 169</b>	<b>6 468</b>
	<b>112</b>	<b>6 468</b>

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

**Description des régimes et autres renseignements**

La Ville verse au compte REER du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) pour et au nom de chacun des pompiers participants une somme équivalente à celle versée par ces dernier, et ce, pour un montant maximum de mille cent dollars si le pompier a effectué moins de 720 heures annuellement en gardes internes durant l'année précédente et un montant maximum de mille deux cent cinquante dollars si le pompier a effectué plus de 720 heures annuellement en gardes internes durant l'année précédente.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114	72 166
	<b>81 396</b>	<b>72 166</b>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	12
	<b>14</b>	<b>12</b>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM,

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116	<u>19 221</u>	<u>18 871</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	117	64 775	63 595
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>27 274</u>	<u>26 035</u>
	119	<u>92 049</u>	<u>89 630</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	52 639 996	55 231 392	55 231 392	52 886 140
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		791 251	791 251	19 384
Autres	8				
	9	52 639 996	56 022 643	56 022 643	52 905 524
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	7 619 530	8 200 671	8 200 671	7 395 816
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	6 328 455	6 259 361	6 259 361	6 137 404
Matières résiduelles	13	4 120 350	4 160 455	4 160 455	4 134 262
Autres					
- Gestion inst.septique	14	165 330	159 360	159 360	167 688
- Entr.système lampe UV	15	34 998	31 017	31 017	24 314
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	250 000	322 295	322 295	307 988
Service de la dette	18	1 100 000	1 555 351	1 555 351	1 436 804
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	19 618 663	20 688 510	20 688 510	19 604 276
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24	350 100	298 466	298 466	324 332
	25	350 100	298 466	298 466	324 332
	26	19 968 763	20 986 976	20 986 976	19 928 608
	27	72 608 759	77 009 619	77 009 619	72 834 132

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 279 937	1 330 615	1 272 200
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	96 113	106 466	100 364
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 376 050	1 437 081	1 372 564
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 355 299	1 423 133	1 355 397
Cégeps et universités	34	1 384 778	1 493 954	1 370 712
Écoles primaires et secondaires	35	1 404 557	1 515 523	1 396 906
	36	4 144 634	4 432 610	4 123 015
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	5 520 684	5 869 691	5 495 579
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	791 087	795 500	802 899
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	29 500	30 012	30 800
Taxes d'affaires	44			
	45	820 587	825 512	833 699
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46	253 115	312 165	209 247
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	253 115	312 165	209 247
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	6 594 386	7 007 368	6 538 525

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			233
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	30 000		54 588
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			264 851
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	17 482	9 453	17 653
Réseau de distribution de l'eau potable	69	179 604	67 946	208 775
Traitement des eaux usées	70	229 122	123 889	188 230
Réseaux d'égout	71	64 978	35 134	65 615
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	400 000	426 290	378 693
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	550 000	807 187	828 186
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	133 580	7 906	9 684
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	618 404	58 907	618 404
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	66 032	11 826	67 510
Autres	89	296 237	81 231	271 006
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	2 585 439	1 629 769	2 973 428

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	4 241 000	10 601 276	83 319
Réseau de distribution de l'eau potable	108	150 000	503 504	598 889
Traitement des eaux usées	109	200 137	42 992 731	225 437
Réseaux d'égout	110	4 166 648	3 682 476	310 440
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			489 671
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	8 757 785	57 779 987	1 707 756

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141	11 343 224	59 409 756	59 409 756
				4 681 184

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	224 150	256 584	219 450
	145	224 150	256 584	219 450
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	512 472	672 362	580 138
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	512 472	672 362	580 138
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			72 549
Autres	155			
	156			72 549
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	201 000	319 972	238 064
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	201 000	319 972	238 064
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	450 000	450 000	568 213
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181	450 000	450 000	568 213
Réseau d'électricité	182			
	183	1 387 622	1 698 918	1 678 414

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184	2 000	1 365	2 520
Évaluation	185			
Autres	186	745 661	842 847	413 927
	187	747 661	844 212	416 447
Sécurité publique				
Police	188	317 556	319 260	316 192
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	317 556	319 260	316 192
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	927 548	802 120	873 983
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196	290 000	1 177 746	(589 106)
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	1 217 548	1 979 866	284 877
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	22 500	30 084	25 137
Traitement des eaux usées	204	5 802 000	3 173 817	1 793 647
Réseaux d'égout	205	3 150	4 189	4 483
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207	30 000	30 544	29 344
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210	8 800	9 756	8 851
Autres	211			
	212	5 866 450	3 248 390	1 861 462
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	188 984	203 197	167 206
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221	188 984	203 197	167 206
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	1 316 197	1 185 917	1 132 185
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	2 266 116	3 163 133	3 409 006
	225	3 582 313	4 349 050	4 541 191
Réseau d'électricité	226			
	227	11 920 512	10 943 975	7 587 375
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	228	13 308 134	12 642 893	9 265 789

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	229	450 000	407 626	434 098
Droits de mutation immobilière	230	2 600 000	4 267 815	2 662 546
Droits sur les carrières et sablières	231	375 000	421 462	415 792
Autres	232			
	233	3 425 000	5 096 903	3 512 436
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	234	2 050 000	1 671 157	1 863 703
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	235			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	236	553 050	792 280	622 762
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(29 811)	(198 078)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		1 108 985	239 192
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			1 366 645
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	776 476	698 109	1 075 800
	246	776 476	1 777 283	2 483 559
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	896 515	813 371	10 159	823 530	823 530	782 196
Greffe et application de la loi	2	1 420 865	1 388 578	11 841	1 400 419	1 400 419	1 655 092
Gestion financière et administrative	3	3 814 551	3 089 798	51 854	3 141 652	3 141 652	2 942 592
Évaluation	4	439 593	454 006	2 950	456 956	456 956	396 357
Gestion du personnel	5	807 727	811 251		811 251	811 251	772 669
Autres							
- Autres	6	2 452 413	2 674 197	186 351	2 860 548	2 860 548	2 405 628
-	7						
	8	9 831 664	9 231 201	263 155	9 494 356	9 494 356	8 954 534
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	9 586 400	10 066 735	130 356	10 197 091	10 197 091	10 209 044
Sécurité incendie	10	5 214 035	5 054 151	446 199	5 500 350	5 500 350	5 418 038
Sécurité civile	11	822 081	784 653	74 219	858 872	858 872	831 221
Autres	12	5 000					3 305
	13	15 627 516	15 905 539	650 774	16 556 313	16 556 313	16 461 608
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 369 412	4 352 215	5 240 104	9 592 319	9 592 319	9 792 352
Enlèvement de la neige	15	2 587 058	3 588 496	108 349	3 696 845	3 696 845	3 250 459
Éclairage des rues	16	823 294	894 811	200 888	1 095 699	1 095 699	1 059 417
Circulation et stationnement	17	815 913	719 690	84 556	804 246	804 246	772 784
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 150 316	3 692 247		3 692 247	3 692 247	1 577 137
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	11 745 993	13 247 459	5 633 897	18 881 356	18 881 356	16 452 149

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 326 393	2 246 573	1 342 626	3 589 199	3 589 198	3 415 336
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 345 722	1 230 811	1 514 360	2 745 171	2 745 171	2 633 854
Traitement des eaux usées	25	4 758 948	5 691 313	3 395 477	9 086 790	9 086 790	6 723 816
Réseaux d'égout	26	1 248 506	1 088 944	3 015 946	4 104 890	4 104 890	4 069 492
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 672 896	2 592 987		2 592 987	1 089 898	1 073 956
Élimination	28					1 079 324	1 074 821
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	915 090	903 740		903 740	851 421	857 180
Tri et conditionnement	30					54 844	4 339
Matières organiques							
Collecte et transport	31	879 205	807 016		807 016	553 978	560 280
Traitement	32					216 062	226 067
Matériaux secs	33					307 440	234 705
Autres	34					746 868	737 659
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	188 000	95 921		95 921	95 921	65 377
Protection de l'environnement	38	562 971	319 276		319 276	319 276	230 431
Autres	39	160 990	139 315		139 315	23 736	20 192
	40	15 058 721	15 115 896	9 268 409	24 384 305	24 864 817	21 927 505
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	571 000	381 930		381 930	381 930	1 760 140
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	571 000	381 930		381 930	381 930	1 760 140
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 124 434	2 483 776	604 071	3 087 847	3 087 847	2 757 619
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	100 971	169 859		169 859	169 859	146 350
Autres biens	47	1 400 000	24 952		24 952	24 952	93 118
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 044 320	1 990 187		1 990 187	1 990 187	2 059 914
Tourisme	49	18 164	19 094		19 094	19 094	21 964
Autres	50	11 000	79 565		79 565	79 565	
Autres	51		120 769		120 769	120 769	(15 347)
	52	6 698 889	4 888 202	604 071	5 492 273	5 492 273	5 063 618

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 248 262	3 192 922	2 442 031	5 634 953	5 634 953	5 246 565
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 841 122	1 694 880		1 694 880	1 694 880	1 822 908
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 781 520	2 709 642		2 709 642	2 709 642	2 618 902
Parcs et terrains de jeux	56	1 440 466	1 143 108		1 143 108	1 143 108	1 257 290
Parcs régionaux	57	464 361	479 614		479 614	479 614	522 810
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	9 775 731	9 220 166	2 442 031	11 662 197	11 662 197	11 468 475
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	3 489 887	4 368 675	718 689	5 087 364	5 087 364	5 200 800
Bibliothèques	62	1 582 834	1 517 551	338 912	1 856 463	1 856 463	1 603 022
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	66 735	41 542		41 542	41 542	27 600
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	5 139 456	5 927 768	1 057 601	6 985 369	6 985 369	6 831 422
	67	14 915 187	15 147 934	3 499 632	18 647 566	18 647 566	18 299 897
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 665 018	3 150 735		3 150 735	3 150 735	1 897 375
Autres frais	70	258 798	322 866		322 866	322 866	207 623
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	200 000	(53 000)		(53 000)	(53 000)	90 000
Autres	72	1 224 884	651 355		651 355	651 355	835 247
	73	5 348 700	4 071 956		4 071 956	4 071 956	3 030 245
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						667 630
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	17 717 000	19 919 938	( 19 919 938 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Hyacinthe

Code géographique : 54048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		1 514 806
	Usines de traitement de l'eau potable	2	3 730 374	3 051 781
	Usines et bassins d'épuration	3	1 949 213	11 503 950
	Conduites d'égout	4	3 798 538	3 177 235
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 418 771	5 870 616
	Ponts, tunnels et viaducs	7	3 971 975	1 433 785
	Systèmes d'éclairage des rues	8		126 425
	Aires de stationnement	9	136 985	2 901 426
	Parcs et terrains de jeux	10	595 782	3 458 206
	Autres infrastructures	11	1 284 140	2 866 635
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	5 447	83 467
	Édifices communautaires et récréatifs	14	6 621 850	38 559 283
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	695 623	209 932
	Ameublement et équipement de bureau	18	220 922	188 141
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 471 884	246 589
	Terrains	20	2 107 925	
	Autres	21	11 866 529	211 434
		22	44 875 958	75 403 711

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23		1 449 755
	Usines de traitement de l'eau potable	24	1 172 185	22 007
	Usines et bassins d'épuration	25	1 949 213	11 456 533
	Conduites d'égout	26	2 086 295	1 262 382
	Autres infrastructures	27	6 281 519	102 261
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		65 051
	Usines de traitement de l'eau potable	29	2 558 189	3 029 774
	Usines et bassins d'épuration	30		47 417
	Conduites d'égout	31	1 712 243	1 914 853
	Autres infrastructures	32	6 126 134	16 554 832
	Autres immobilisations	33	22 990 180	39 498 846
		34	44 875 958	75 403 711

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 687 883	1 468 881	1 544 598	13 612 166
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	48 288 582	32 093 400	5 191 068	75 190 914
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	61 976 465	33 562 281	6 735 666	88 803 080
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	11 225 237	33 429 498	2 622 015	42 032 720
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	11 225 237	33 429 498	2 622 015	42 032 720
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	11 225 237	33 429 498	2 622 015	42 032 720
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15	25 442 976		25 442 976	
Autres	16				
	17	7 986 522		7 986 522	
	18	44 654 735	33 429 498	36 051 513	42 032 720
	19	106 631 200	66 991 779	42 787 179	130 835 800
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>106 631 200</b>	<b>66 991 779</b>	<b>42 787 179</b>	<b>130 835 800</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	130 835 800
--------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	9 198 116
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	42 032 720
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	127 146
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	97 874 050
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	97 874 050
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	281 264
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	98 155 314
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	98 155 314
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	803 630	803 630	812 173
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 060 753	3 679 416	3 007 123
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 400 686	4 269 998	4 211 421
Cours d'eau	13	125 000	62 852	53 069
Protection de l'environnement	14	130 124	115 580	129 131
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	200 000		1 400 000
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	253 529	253 530	254 275
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	8 973 722	9 185 006	9 867 192

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	44 785 324	75 332 135
<b>Frais de financement</b>	4	90 634	26 197
<b>Autres</b>	5		
	6	44 875 958	75 358 332

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	53,00	35,00	96 738,00	4 654 680	1 244 142	5 898 822
Professionnels	2	21,00	32,50	35 224,00	576 720	71 366	648 086
Cols blancs	3	83,00	32,50	140 948,00	3 833 630	1 072 958	4 906 588
Cols bleus	4	129,00	40,00	268 055,00	6 936 258	1 664 238	8 600 496
Policiers	5					2 720	2 720
Pompiers	6	48,00	40,00	101 588,00	2 119 576	369 570	2 489 146
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	334,00		642 553,00	18 120 864	4 424 994	22 545 858
Élus	9	12,00			515 243	147 652	662 895
	10	346,00			18 636 107	4 572 646	23 208 753

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	9 453	10 266 957	334 319		10 610 729
Réseau de distribution de l'eau potable	13	67 946	147 023	356 481		571 450
Traitement des eaux usées	14	123 889	32 640 958	10 351 773		43 116 620
Réseaux d'égout	15	35 134	834 343	2 848 133		3 717 610
Autres	16	1 393 347				1 393 347
	17	1 629 769	43 889 281	13 890 706		59 409 756

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	313 346	470 069
	4	313 346	470 069
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		2 877
Sécurité incendie	6	8 375	9 380
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	8 375	12 257
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	665 632	663 666
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	665 632	663 666
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	946	576
Réseau de distribution de l'eau potable	17	85 330	83 000
Traitement des eaux usées	18	377 057	396 823
Réseaux d'égout	19	1 442 570	1 024 108
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 905 903	1 504 507
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	20 647	9 282
	30	20 647	9 282
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	637 443	79 426
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	169 384	159 464
Autres	34		
	35	806 827	238 890
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	87 161	94 358
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	264 065	37 216
Autres	38		
	39	351 226	131 574
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	4 071 956	3 030 245

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Barré Bernard	26 205	13 103
Dion Audette Nicole	25 704	12 402
Beauregard André	24 804	12 402
Bousquet David	24 804	12 402
Côté Donald	24 891	12 445
Corbeil Claude	95 595	16 476
Pelletier Annie	24 871	12 436
Thériault Pierre	25 938	12 969
Roy Linda	24 804	12 402
Messier Stéphanie	24 804	12 402
Caron Jeannot	24 804	12 402
Gagné Claire	25 654	12 402

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>21 000 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>421 463 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	1 382 123 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	1 602 310 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 \_\_\_\_\_ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 29 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 30 \_\_\_\_\_

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Hyacinthe

Code géographique : 54048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitres C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.  
Saint-Hyacinthe

| CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2019-05-13



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Hyacinthe

Code géographique : 54048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	57 266 129
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	57 266 129

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	8 223 750
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	6 564 939
Matières résiduelles	13	4 152 150
Autres		
-	14	158 840
-	15	32 943
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	325 000
Service de la dette	18	1 199 873
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	20 657 495
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	350 100
	25	350 100
	26	21 007 595
	27	78 273 724

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 325 665
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	99 162
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 424 827

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 366 006
Cégeps et universités	7	1 400 669
Écoles primaires et secondaires	8	1 432 840
	9	4 199 515

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	5 624 342

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	766 126
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	29 200
Taxes d'affaires	17	
	18	795 326

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	337 974
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	337 974

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	6 757 642

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 ..... /100\$	3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 841 013 217	X 5 0,7250 /100\$	6 27 847 346				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 713 654 686	X 8 0,7250 /100\$	9 5 173 996				
Immeubles non résidentiels	10 1 000 605 718	X 11 1,5750 /100\$	12 15 759 540				
Immeubles industriels	13 284 462 479	X 14 1,5750 /100\$	15 4 480 284				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 89 923 800	X 20 1,4500 /100\$	21 1 303 895				
Immeubles agricoles	22 512 397 300	X 23 0,7250 /100\$	24 3 714 880				
<b>Total</b>				25 58 279 941	26 ( 1 013 812 )	27 ( )	28 57 266 129
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 ..... /100\$	32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 .....	X 49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>				54 .....	55 ( )	56 ( )	57 58 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   9   5	,	0   0	\$
Égout	2	1   4   8	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1   5   0	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe d'eau au compteur	0,7500	7	mètre cube
Taxe de piscine	50,0000	4	
Taxe gestion des inst. septiques	110,0000	4	
Taxe d'assainissement au compteur	0,3798	7	mètre cube
Taxe dév.commercial centre-ville	0,6300	1	
Taxe d'eau chalet	120,0000	4	
Taxe gestion inst.sept.-chalet	55,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	78 273 724
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>1 013 812</u>

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	350 100
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 923 080
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	325 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b><u>66 675 544</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 6 442 057 200

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 

		1
--	--	---

 , 

0	3	5	0
---	---	---	---

 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	15 759 540	4 480 284		1 303 895	5 173 996	3 714 880
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 126 969	3 115 247			3 674 698	49 080
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	350 100					
	8	17 236 609	7 595 531		1 303 895	8 848 694	3 763 960

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	<b>Total</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	26 833 534			57 266 129
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 199 873			1 199 873
Autres	13	11 166 628			19 132 622
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				350 100
	16	39 200 035			77 948 724

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	2 645 938 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>103 846 135 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>6 766 890 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>5 550 280 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Michel Tardif , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Hyacinthe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-03.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Hyacinthe.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Hyacinthe consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Hyacinthe détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-06 11:46:50

Date de transmission au Ministère : 2019/06/05